



Communiqué de Presse

Ce mercredi 11 octobre 2023, l'Union des Étudiants Communistes organisait une conférence sur la situation en Palestine, avec l'accord du Doyen de l'UFR Lettres et langues dans lequel devait se tenir cette conférence.

Nous avons été.e.s mis.e.s au courant quelques heures avant sa tenue du refus de la Présidence de l'Université de nous prêter un amphithéâtre, pour des raisons prétendument administratives.

Cependant, nous avons appris par la suite, par voie de presse et sur les réseaux sociaux, que ce refus faisait en réalité suite à des pressions de la préfecture et de l'UNI, qui se vantent chacun d'avoir fait annuler la conférence, sous prétexte que celle ci aurait été, selon l'UNI de l'apologie du terrorisme, et selon la préfecture propice à des troubles à l'ordre public.

Parler de la situation que subissent Palestiniens et palestiniennes depuis 70 ans ne peut être considéré comme de l'apologie du terrorisme. Parler de blocus, d'apartheid, de colonisation, n'est pas faire l'apologie du terrorisme.

Ce sont des réalités subies par tout un peuple et dénoncées par l'ONU, et par des associations telles qu'Amnesty International ou la Ligue des Droits de l'Homme.

200 étudiant.e.s et professeur.e.s qui discutent et débattent ne peuvent constituer un trouble à l'ordre public.

En s'associant avec la droite étudiante pour faire pression sur l'Université, puis en relevant l'identité et menaçant de verbaliser l'intégralité des participant.e.s au rassemblement de soutien aux palestinien.ne.s du lendemain, la préfecture, et l'état à travers elle, cherchent à censurer celles et ceux qui militent depuis de nombreuses années pour faire entendre la voix des Palestinien.ne.s.

Pour toutes ces raisons, l'Union des Etudiants Communistes a pris la décision de maintenir la conférence sur le parvis de l'UFR Lettres et langues. Nous avons ainsi réuni plus de deux cents personnes, sans aucun incident.

Les intimidations et tentatives de censure, de n'importe quel bord, ne suffiront pas à nous faire renoncer au combat pour la liberté des Palestiniens et Palestiniennes.

Nous revendiquons :

- La fin des crimes de guerre perpétrés dans la bande de Gaza et les territoires palestiniens par l'armée Israélienne.
- La fin de la colonisation illégale perpétrée par l'État d'Israël.
- Une prise de position claire de la part de la diplomatie française pour la paix et le droit au retour des palestinien.ne.s.

Nous adressons toutes nos condoléances aux familles de toutes les victimes de cette guerre débutée il y a plus de 70 ans.